

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2022

Chers Actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du groupe Lectra (le « Groupe ») pour le quatrième trimestre et l'exercice 2022, clos le 31 décembre.

Les procédures d'audit sur les comptes de l'exercice ont été effectuées par les Commissaires aux comptes et le rapport de certification sera émis à l'issue du Conseil d'administration du 23 février 2023.

Pour permettre une meilleure analyse des résultats du Groupe, les comptes sont comparés à ceux publiés en 2021 et aux comptes proforma 2021 (« Proforma 2021 »), établis en intégrant les trois acquisitions réalisées en 2021 – Gerber Technology (« Gerber »), Neteven et Gemini CAD Systems (« Gemini ») – comme si elles avaient été consolidées dès le 1^{er} janvier, alors qu'elles l'ont été respectivement depuis le 1^{er} juin, le 28 juillet et le 27 septembre 2021.

L'analyse des commandes de nouveaux systèmes est faite au travers de deux indicateurs : d'une part, le montant des logiciels vendus séparément sous forme de licences perpétuelles (« Licences perpétuelles de logiciel »), des équipements et de leurs logiciels embarqués (également vendus sous forme de licences perpétuelles) et des services non récurrents, d'autre part la valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels pour les offres en mode *Software as a Service* (SaaS). Ces indicateurs sont communiqués pour la totalité des commandes de nouveaux systèmes, y compris celles provenant des sociétés acquises en 2021, et sont comparés aux commandes Proforma 2021. Les sociétés acquises, en particulier Gerber, ne procédaient pas à un suivi de leurs commandes avant leur acquisition. Après celle-ci, le suivi des commandes de Gerber mis en place selon les règles strictes appliquées chez Lectra n'a cependant permis d'obtenir une information précise qu'à partir du 1^{er} octobre 2021. De ce fait, le montant des commandes retenu dans le Proforma 2021 pour les trois sociétés acquises est équivalent à celui du chiffre d'affaires correspondant, considérant que le délai entre la prise de commandes et la reconnaissance du chiffre d'affaires est généralement limité.

Les comparaisons entre 2022 et 2021 sont données uniquement à cours de change réels en raison de l'impossibilité, pour les sociétés acquises, de calculer les montants qui auraient été obtenus avec des cours de change différents.

Les tableaux détaillés des commandes de nouveaux systèmes, du chiffre d'affaires et du compte de résultat du quatrième trimestre et de l'exercice 2022 figurent dans les compléments d'information au présent rapport, à partir de la page 13.

1. UNE GRANDE RÉSILIENCE DANS UN ENVIRONNEMENT DÉGRADÉ

La guerre en Ukraine et ses conséquences ont fortement marqué l'année 2022. Dès le début du conflit, la Société a décidé d'arrêter ses opérations en Russie en cessant l'activité de sa filiale Lectra Russie et en stoppant toute livraison de produit ou de service. L'exposition directe du Groupe à l'Ukraine et à la Russie est faible, avec en 2021 une contribution de ces deux pays inférieure à 1 % de son chiffre d'affaires.

Cette guerre a accéléré les phénomènes de hausse des prix et de pénuries sur l'énergie comme sur certaines matières premières. Les conséquences sur les comptes du Groupe ont cependant été limitées en raison de sa faible exposition aux coûts de l'énergie et d'une dépendance limitée aux matières premières les plus touchées.

Le Groupe a par ailleurs répercuté sur ses prix de vente en janvier et en juillet la hausse de ses coûts de revient.

Parallèlement, la gestion de l'épidémie de COVID-19 en Chine, avec des périodes de confinement très strictes puis l'explosion des contaminations en fin d'année consécutive au changement de stratégie, ont eu un effet négatif sur l'activité en Asie, et tout particulièrement en Chine.

Au climat d'incertitude présent depuis le début de l'année s'est ajoutée, au cours du second semestre, la crainte grandissante d'une récession économique dans de nombreux pays.

Ces situations ont conduit certains clients du Groupe à réduire leurs budgets d'investissements pour faire face aux hausses de coûts ou aux pénuries, ainsi qu'à une éventuelle baisse d'activité. Elles ont également amené d'autres clients du Groupe à différer leurs décisions d'achat dans l'attente d'une amélioration de leur environnement et de leur visibilité.

Enfin, depuis début 2022, le dollar s'est fortement apprécié contre l'euro. Avec une parité moyenne annuelle de 1,05 \$ / 1 €, il est en hausse de 12 % par rapport à 2021. Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter d'environ 7 % le chiffre d'affaires.

Dans cet environnement, le Groupe démontre une fois encore sa résilience, avec des résultats en forte progression.

2. SYNTHÈSE DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2022

Au quatrième trimestre 2021, les comptes de Gerber, Neteven et Gemini étaient consolidés pour la totalité de la période. De ce fait, les chiffres publiés et Proforma de 2021 sont identiques.

Dans un environnement macroéconomique particulièrement difficile, les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents (48,7 millions d'euros) diminuent de 13 % par rapport au quatrième trimestre 2021. Ce recul s'explique par les baisses enregistrées en Asie-Pacifique, en particulier en Chine du fait des conséquences des contaminations au COVID-19, et dans les pays d'Europe du Nord et de l'Est de l'Europe, plus sensibles aux conséquences économiques et sociales de la guerre en Ukraine en raison de leur proximité.

Parallèlement, les commandes de nouveaux abonnements logiciels (d'une valeur annuelle de 3,4 millions d'euros) enregistrent une progression de 68 % qui confirme une nouvelle fois le succès et la bonne adoption de ces produits.

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre atteint 129,9 millions d'euros, en croissance de 3 %.

L'EBITDA courant (23,5 millions d'euros) progresse de 8 % et la marge d'EBITDA courante s'établit à 18,1 % (+ 0,8 point).

Le résultat opérationnel courant s'élève à 15,7 millions d'euros, en croissance de 6 % par rapport au quatrième trimestre 2021. Il comprend une charge de 3,1 millions d'euros au titre de l'amortissement des actifs incorporels résultant des acquisitions de Gerber, de Neteven et de Gemini, ainsi que de l'activité de Glengo Teknoloji.

Les charges à caractère non récurrent comprennent une provision pour risque de 2,0 millions d'euros relative à une proposition de rectification par l'administration fiscale des crédits d'impôt recherche 2018 et 2019 et un montant de 0,4 million d'euros au titre de l'acquisition de Gerber.

Le résultat net est de 8,4 millions d'euros, en recul de 26 % par rapport au quatrième trimestre 2021.

Le cash-flow libre courant s'établit à 12,1 millions d'euros (13,9 millions d'euros au quatrième trimestre 2021). Après un décaissement au cours du trimestre de 0,8 million d'euros au titre des charges à caractère non récurrent, le cash-flow libre s'élève à 11,3 millions d'euros.

2.1 Acquisition de la majorité du capital de TextileGenesis

Lectra a annoncé le 8 décembre 2022 la signature d'un accord en vue d'acquérir la majorité du capital et des droits de vote de la société néerlandaise TextileGenesis.

Fondée en 2018, TextileGenesis fournit une plateforme SaaS qui permet aux marques de mode et aux fabricants de textile durable d'assurer une cartographie fiable, sécurisée et totalement digitale de la matière, de la fibre au consommateur, et ainsi d'en garantir l'authenticité et la provenance.

La transaction, qui porte sur l'acquisition de 51 % de TextileGenesis, pour un montant de 15,2 millions d'euros, a été finalisée le 9 janvier 2023. L'acquisition du capital et des droits de vote restants est prévue en deux temps, en 2026 et en 2028, pour un montant calculé à partir d'un multiple du chiffre d'affaires récurrent de 2025 et 2027.

Le chiffre d'affaires et le résultat 2022 de TextileGenesis n'étant pas significatifs par rapport à ceux du Groupe, l'établissement de comptes proforma pour 2022 n'est pas nécessaire.

3. ACTIVITÉ ET COMPTES DE 2022

Le chiffre d'affaires (521,9 millions d'euros) et l'EBITDA courant (98,4 millions d'euros) de 2022 se situent dans la fourchette des objectifs publiés au mois de février 2022, tels que précisés au mois de juillet et confirmés au mois d'octobre.

Le chiffre d'affaires progresse de 35 % et l'EBITDA courant de 51 % par rapport aux comptes publiés de 2021.

La marge d'EBITDA courante s'établit à 18,8 %.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 68,5 millions d'euros (44,4 millions d'euros en 2021), en hausse de 54 %. Il comprend une charge de 11,8 millions d'euros au titre de l'amortissement des actifs incorporels résultant des acquisitions de Gerber, de Neteven, de Gemini et de l'activité de Glengo Teknoloji.

Après une charge à caractère non récurrent de 4,0 millions d'euros constatée au cours de l'année 2022, au titre de la dépréciation des actifs nets du Groupe en Russie (0,9 million d'euros), des coûts relatifs à l'acquisition de Gerber (1,2 million d'euros) et d'une provision pour risque relative à une proposition de rectification par l'administration fiscale des crédits d'impôt recherche 2018 et 2019 (2,0 millions), le résultat opérationnel s'élève à 64,5 millions d'euros.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de 3,7 millions d'euros. Le résultat de change est négatif de 1,8 million d'euros. Après une charge d'impôts de 15,1 millions d'euros, le résultat net atteint 43,8 millions d'euros, en progression de 55 %.

Le bénéfice net par action s'établit à 1,18 € sur capital de base et 1,16 € sur capital dilué (0,80 € sur capital de base et 0,78 € sur capital dilué en 2021).

Le cash-flow libre courant (43,7 millions d'euros) est en légère diminution par rapport à 2021 (47,5 millions d'euros) du fait d'une augmentation temporaire du besoin en fonds de roulement. Cette augmentation provient des décaissements en 2022 de la partie variable des rémunérations et de la prime d'intéressement 2021, supérieurs de 10,6 millions d'euros à ceux de 2021 au titre de 2020, de l'augmentation de 15,3 millions d'euros des stocks depuis le 1^{er} janvier notamment pour couvrir les risques de pénuries de certains composants et de l'absence d'encaissement du solde du crédit d'impôt recherche de 2018 (5,0 millions d'euros) en raison du contrôle fiscal en cours (le solde du crédit d'impôt recherche de 2017, de 4,5 millions d'euros, avait été encaissé en 2021).

Après un décaissement de 3,4 millions d'euros au titre des charges à caractère non récurrent, le cash-flow libre s'élève à 40,3 millions d'euros.

3.1 Comparaison au Proforma 2021

Commandes de nouveaux systèmes stables

Les commandes de licences perpétuelles de logiciels, d'équipements et de leurs logiciels, et de services non récurrents de 2022 (202,5 millions d'euros) sont stables par rapport au montant des commandes Proforma 2021.

Les commandes de licences perpétuelles de logiciel (18,5 millions d'euros) et de services non récurrents (22,9 millions d'euros) augmentent respectivement de 10 % et 9 % ; celles des équipements et de leurs logiciels (161,1 millions d'euros) diminuent de 2 %.

Géographiquement, les commandes de licences perpétuelles de logiciel, d'équipements et de leurs logiciels et de services non récurrents progressent de 16 % dans les Amériques et reculent de 4 % en Europe et de 15 % en Asie-Pacifique (dont 22 % en Chine). Elles progressent de 31 % dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient...).

Les commandes augmentent de 36 % dans l'automobile. Elles diminuent de 2 % dans la mode, de 32 % dans l'ameublement et de 17 % dans les autres industries.

Par ailleurs, la valeur annuelle des commandes de nouveaux abonnements logiciels s'élève à 9,6 millions d'euros, en progression de 34 % par rapport au Proforma 2021 et en hausse dans toutes les régions.

Très forte progression des résultats

Malgré les conséquences négatives de la guerre en Ukraine et de l'épidémie de COVID-19 en Chine, le chiffre d'affaires (521,9 millions d'euros) progresse de 12 % par rapport au Proforma 2021.

Chiffre d'affaires des licences de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents

Le chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels et des services non récurrents (208,8 millions d'euros) augmente de 10 %. Il contribue à 40 % du chiffre d'affaires (41 % en 2021) et comprend principalement :

- les licences perpétuelles de logiciel (18,4 millions d'euros), qui progressent de 8 % et contribuent à hauteur de 4 % au chiffre d'affaires (4 % en 2021) ;
- les équipements et leurs logiciels (170,2 millions d'euros), qui augmentent de 11 % et représentent 33 % du chiffre d'affaires (33 % en 2021) ;
- la formation et le conseil (15,3 millions d'euros), qui progressent de 8 % et représentent 3 % du chiffre d'affaires (3 % en 2021).

Au 31 décembre 2022, le carnet de commandes des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et de leurs logiciels ainsi que de la formation et du conseil s'élève à 44,8 millions d'euros. Il diminue de 4,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2021.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents, qui contribue à 32 % du chiffre d'affaires (32 % en 2021), atteint 168,4 millions d'euros, en progression de 13 % :

- les abonnements logiciels (21,0 millions d'euros), en hausse de 58 %, représentent 4 % du chiffre d'affaires (3 % en 2021) ;
- les contrats de maintenance des logiciels (52,9 millions d'euros), en progression de 5 %, représentent 10 % du chiffre d'affaires (11 % en 2021) ;

- les contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels (94,6 millions d'euros), en croissance de 11 %, représentent 18 % du chiffre d'affaires (18 % en 2021).

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (144,7 millions d'euros) augmente de 12 % et représente 28 % du chiffre d'affaires (27 % en 2021).

Au total, le chiffre d'affaires récurrent (313,1 millions d'euros) progresse de 13 %.

Marge brute

La marge brute s'élève à 347,7 millions d'euros, en progression de 14 % par rapport au Proforma 2021.

Le taux de marge brute s'établit à 66,6 %, en hausse de 1,2 point.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à 279,2 millions d'euros, en croissance de 7 % par rapport au Proforma 2021. Ils se décomposent en 255,1 millions d'euros de frais fixes (+ 12 %) et 24,1 millions d'euros de frais variables (- 28 %).

Les dépenses de recherche et développement (52,9 millions d'euros), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 10,1 % du chiffre d'affaires (50,8 millions d'euros et 10,9 % du chiffre d'affaires pour le Proforma 2021). Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent 45,8 millions d'euros (42,0 millions d'euros pour le Proforma 2021).

EBITDA courant, résultat opérationnel courant et résultat net

L'EBITDA courant (98,4 millions d'euros) progresse de 35 % et la marge d'EBITDA courante (18,8 %) de 3,2 points, par rapport au Proforma 2021.

Le résultat opérationnel courant (68,5 millions d'euros) augmente de 50 % et la marge opérationnelle courante (13,1 %) de 3,4 points, par rapport au Proforma 2021.

Le résultat net (43,8 millions d'euros) progresse de 64 %.

3.2 Bilan au 31 décembre 2022

Au 31 décembre 2022, le Groupe dispose d'un bilan particulièrement solide, avec des capitaux propres de 452,2 millions d'euros (400,8 millions d'euros au 31 décembre 2021), et une trésorerie nette positive de 11,4 millions d'euros, composée d'une dette financière de 119,3 millions d'euros et d'une trésorerie de 130,6 millions d'euros, moins de deux ans après l'acquisition de Gerber.

Le besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2022 est négatif de 6,3 millions d'euros.

4. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Dividende à 0,48 € par action

Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 28 avril 2023 le versement d'un dividende de 0,48 € par action au titre de l'exercice 2022, en hausse de 33 %. Le dividende total représente un taux de distribution de 41 % du résultat net consolidé 2022 et de 38 % du résultat net hors éléments à caractère non récurrent, ainsi qu'un rendement de 1,4 % sur la base du cours de clôture de l'action au 31 décembre 2022.

Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 28 avril 2023, la mise en paiement du dividende aura lieu le 5 mai 2023.

5. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 décembre 2022, le capital social est de 37 788 949 €, divisé en 37 788 949 actions d'une valeur nominale de 1,00 €.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, il a été augmenté de 45 990 € en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de 623 254 €) par la création de 45 990 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Le 18 février 2022, la Société a été informée que la société AIPCF VI LG Funding (États-Unis) avait franchi à la baisse les seuils de 10 % du capital et des droits de vote et détenait 9,01 % du capital et 8,96 % des droits de votes.

Le 23 février 2022, elle a été informée que la société Fidelity Management and Research (États-Unis) avait franchi à la hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détenait 8,77 % du capital et 8,73 % des droits de vote.

Le 31 août 2022 elle a été informée que la société Kabouter Management (États-Unis) avait franchi à la baisse le seuil des 5 % du capital et des droits de vote et détenait 4,80 % du capital et 4,77 % des droits de vote.

Le 17 novembre 2022, elle a été informée que la société Artisan Partners Limited Partnership (États-Unis) avait franchi à la baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détenait 4,99 % du capital et 4,97 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la Société depuis le 1^{er} janvier 2022.

À la date du présent rapport, à la connaissance de la Société :

- Daniel Harari détient 14,6 % du capital et 14,5 % des droits de vote ;
- AIPCF VI LG Funding (États-Unis), Brown Capital Management (États-Unis), Fidelity Management and Research (États-Unis) et Kempen Oranje Participaties (Pays-Bas) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la Société détenues en propre

Au 31 décembre 2022, la Société détenait 0,08 % de ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité géré par Natixis ODDO BHF.

Lectra intègre le nouvel indice boursier « Euronext Tech Leaders »

Ayant intégré le nouvel indice Euronext Tech Leaders lancé le 7 juin 2022, Lectra fait désormais partie des 100 principaux leaders technologiques européens, parmi lesquels 41 sociétés françaises, identifiés par Euronext comme entreprises innovantes et de croissance.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 décembre 2022, le cours de Bourse (35,20 €) s'est inscrit en baisse de 16 % par rapport au 31 décembre 2021 (42,00 €). En 2022, son plus bas a été de 26,65 € le 30 septembre et son plus haut de 44,85 € le 31 mars.

La capitalisation boursière s'élève à 1,33 milliard d'euros au 31 décembre 2022 (1,59 milliard d'euros au 31 décembre 2021).

En 2022, l'indice Euronext Tech Leaders a baissé de 29 % et les indices CAC 40, CAC All-Tradable et CAC Mid & Small ont reculé respectivement de 9 %, 10 % et 14 %.

Sur l'ensemble de l'année, 18,5 millions d'actions ont été échangées (14,2 millions en 2021), toutes plateformes confondues (source Bloomberg), dont 31 % sur Euronext.

L'action de la Société est éligible au Service de Règlement Différé classique (SRD) d'Euronext, service permettant aux investisseurs français de différer le règlement ou la livraison des titres.

La Société a par ailleurs confirmé, dans son communiqué du 11 avril 2022, son éligibilité au dispositif PEA-PME. En conséquence, les actions Lectra peuvent être intégrées au sein de comptes PEA-PME, dispositif dédié à l'investissement dans les petites et moyennes entreprises, bénéficiant des mêmes avantages fiscaux que le plan d'épargne en actions (PEA) classique.

6. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 DÉCEMBRE

Aucun événement important n'est à signaler.

7. CALENDRIER FINANCIER

L'Assemblée générale annuelle se réunira le 28 avril 2023.

Les résultats financiers trimestriels de 2023 seront publiés le 27 avril, le 27 juillet et le 25 octobre 2023, après la clôture d'Euronext-Paris.

Les résultats de l'exercice 2023 seront publiés le 14 février 2024.

8. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES

Initiée en 2017, la stratégie Lectra 4.0 a pour objectif de positionner Lectra comme acteur incontournable de l'Industrie 4.0 sur ses trois marchés sectoriels stratégiques, la mode, l'automobile et l'ameublement, d'ici 2030. Sa mise en œuvre s'est effectuée jusqu'à présent à travers deux feuilles de route stratégiques.

La première, couvrant la période 2017-2019, a permis de poser les fondamentaux essentiels au futur du Groupe, notamment par l'intégration réussie dans ses nouvelles offres des technologies clés de l'Industrie 4.0 (cloud, internet des objets, big data et intelligence artificielle), le renforcement du Comité exécutif, la transformation des organisations commerciales en quatre grandes régions et les lancements des premières offres logicielles en mode SaaS.

La seconde, déployée sur la période 2020-2022, a conféré au Groupe une nouvelle dimension – essentiellement à la suite de l'acquisition de Gerber en juin 2021 – et lui a ouvert de nouvelles perspectives, avec une structure financière plus solide que jamais, une présence mondiale étendue, une base de clients élargie, un portefeuille de produits renforcé, un nombre croissant de clients utilisant ses nouvelles offres pour l'Industrie 4.0 et une nouvelle image de marque.

La stratégie Lectra 4.0 ainsi que les orientations de la feuille de route stratégique 2023-2025 sont présentées ci-dessous.

8.1 Lectra 4.0 : une vision de long terme

Des marchés en profonde mutation

L'évolution des comportements des consommateurs, les événements macroéconomiques et géopolitiques de ces dernières années, et l'ampleur croissante que prennent les enjeux éthiques et de développement durable continuent d'impacter les clients de Lectra dans le monde entier.

En particulier, les acteurs de la mode doivent mener simultanément des transformations profondes de leur réseau de distribution et de leur chaîne d'approvisionnement, en prenant en compte les impacts de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), et la révision continue de leurs stratégies d'offres et

de positionnement. Le secteur de la mode se fixe notamment comme objectif de produire uniquement ce qui peut être vendu, à un prix adapté à la demande des consommateurs.

Les industriels du marché de l'automobile subissent, quant à eux, des bouleversements majeurs : inflation de l'ensemble des matières premières et des composants, ruptures de chaînes d'approvisionnement et complexité logistique... Par ailleurs, la substitution croissante des véhicules thermiques par des véhicules électriques, aux technologies coûteuses, met sous pression leur structure de coûts. Les constructeurs automobiles cherchent en conséquence à optimiser les autres postes de dépenses d'un véhicule, en particulier les sièges et intérieurs dont le coût est important, afin de préserver leurs marges. Pour rester compétitifs, les équipementiers doivent ainsi augmenter la performance de leurs outils de production et optimiser la consommation de la matière.

Enfin, les sociétés d'ameublement poursuivent la modernisation, la digitalisation et l'automatisation de leurs outils industriels tout en continuant la transformation de leur mode et processus de production, afin de privilégier davantage la fabrication à la demande, selon les désirs des consommateurs finaux.

Une accélération de l'adoption des technologies clés de l'Industrie 4.0

L'Industrie 4.0 impose une nouvelle organisation des usines reposant sur l'interaction entre les différents acteurs et les outils de production – appelés à devenir de plus en plus flexibles –, ainsi que sur une meilleure utilisation des ressources disponibles.

La crise du COVID-19, ses conséquences sur les écosystèmes et les habitudes de consommation, induisent de plus en plus de changements structurels dans les chaînes de valeur des produits. Ces évolutions ont fortement accéléré la digitalisation des processus de la création au point de vente, la mise en place de lignes de production modulaires, intelligentes et communicantes et l'adoption des technologies clés de l'Industrie 4.0. Ces étapes préalables pour tirer tout le potentiel de la quatrième révolution industrielle permettent ensuite d'automatiser, puis d'optimiser de manière continue l'ensemble des processus.

In fine, l'Industrie 4.0 permettra de franchir un nouveau cap dans l'interconnexion des acteurs impliqués tout au long de la chaîne de valeur, d'atteindre des niveaux de performance supérieurs, de rendre plus flexibles les lignes de production pour gagner en agilité, et de répondre aux demandes de personnalisation.

Responsabilité Sociétale des Entreprises : une place de plus en plus centrale pour toutes les activités

Aucune entreprise ne peut ignorer les enjeux éthiques, environnementaux, sociaux et sociétaux dans la conduite de son activité. Un nombre croissant de consommateurs manifestent leurs attentes en termes d'éthique, de durabilité et de traçabilité des produits. Des réglementations émergent dans des pays de plus en plus nombreux afin de garantir leur origine et leur contenu. Par ailleurs, de nombreux collaborateurs, en particulier les nouvelles générations arrivant sur le marché du travail, expriment des exigences accrues sur les valeurs de leurs entreprises et les conditions de travail.

Ces enjeux imposent aux organisations de repenser leurs modes de fonctionnement et de prise de décisions. L'éco-conception des produits deviendra progressivement la norme, l'optimisation des moyens de production une nécessité et la transparence inéluctable. L'ensemble des acteurs de la mode, de l'automobile et de l'ameublement devront s'adapter à cette nouvelle donne.

La stratégie de long terme de Lectra plus pertinente que jamais

Initiée en 2017, la stratégie Lectra 4.0, qui a pour objectif de positionner le Groupe comme un acteur incontournable de l'Industrie 4.0 sur ses trois marchés sectoriels stratégiques d'ici 2030, a prouvé toute son efficacité. La pertinence de ses quatre piliers se trouve renforcée par la mutation et les nouvelles exigences des marchés auxquels Lectra s'adresse :

- un positionnement premium, reconnu et renforcé depuis l'acquisition de Gerber, basé sur des solutions et services à forte valeur ajoutée, intégrant une solide expertise métier ;

- une concentration de l'activité sur trois marchés sectoriels stratégiques – la mode, l'automobile et l'ameublement –, avec une approche spécifique pour chacun d'eux en matière d'offres, d'organisation et de processus ;
- l'intégration des clients au cœur des activités du Groupe, avec un engagement de ses équipes à tout mettre en œuvre pour leur permettre d'utiliser ses solutions de manière optimale et ainsi accroître leur satisfaction ;
- la mise sur le marché progressive de nouveaux services 4.0 qui combinent analyse des données, expertise de Lectra et intelligence artificielle afin de permettre à ses clients d'améliorer en permanence leurs opérations.

Pour les clients du Groupe, la stratégie Lectra 4.0 se traduit par l'intégration croissante des technologies clés de l'Industrie 4.0 au sein de son portefeuille de produits et par le lancement de nouvelles offres, en particulier logicielles uniquement disponibles en mode SaaS, répondant aux transformations de leurs modèles économiques. Ces offres, lancées depuis 2018, développées par les équipes R&D de Lectra ou issues des acquisitions de Kubix Lab, Retviews, Neteven et TextileGenesis, ont déjà été adoptées par plus de 900 clients. Leur potentiel de croissance est important : elles sont encore au début de leur cycle de vie.

Afin d'ancrer davantage encore son impact positif sur la société, en accord avec les évolutions récentes de l'environnement et les attentes de ses clients, Lectra renforcera l'intégration des normes éthiques, environnementales, sociales et sociétales dans l'ensemble de ses activités et pratiques en ajoutant un cinquième pilier à sa stratégie Lectra 4.0 : « une politique RSE engagée ».

8.2 Une nouvelle feuille de route stratégique pour 2023-2025

Une nouvelle phase pour positionner davantage Lectra comme un acteur de l'Industrie 4.0

Lectra poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie Lectra 4.0 au cours des trois prochaines années au travers d'une nouvelle feuille de route stratégique pour 2023-2025.

L'ambition du Groupe est de tirer pleinement profit de son changement de dimension pour accélérer sa croissance, d'augmenter significativement le volume du SaaS dans son chiffre d'affaires, et de saisir les opportunités de croissance externe. Soutenu par l'engagement de ses collaborateurs et reconnu par ses clients, Lectra sera également à l'avant-garde d'un avenir plus durable.

Six priorités stratégiques

Afin de soutenir ces objectifs, le Groupe s'est fixé six priorités stratégiques pour la période 2023-2025. Premièrement, renforcer la mise en œuvre des bonnes pratiques éthiques, sociales, sociétales et environnementales en interne et pour ses clients. Formalisée en 2021, la politique RSE de Lectra lui permet de poursuivre sa croissance tout en intégrant au mieux les attentes de l'ensemble des parties prenantes.

Le Groupe mettra ainsi en œuvre des plans d'action visant à répondre à des engagements déclinés en cinq catégories :

- respecter les normes éthiques les plus strictes ;
- concevoir des offres éco-responsables ;
- favoriser une culture de travail inclusive, plurielle et stimulante ;
- réduire l'empreinte environnementale de ses activités ;
- accompagner les générations futures.

Ces engagements seront décrits en détail dans le Rapport annuel 2022.

Deuxièmement, tirer profit de toutes les synergies résultant de l'acquisition de Gerber. Avec cette acquisition, les fondamentaux de Lectra ont tous été renforcés. Aucun concurrent ne possède une expérience aussi robuste, riche et avancée des technologies clés de l'Industrie 4.0, pas plus que l'expertise métier, la présence mondiale, la base de clients, le leadership et le modèle économique de Lectra.

Lors de la précédente feuille de route, à la suite de la définition d'un plan d'intégration débutant le 1^{er} juin 2021, des premières synergies ont été réalisées.

Au travers de l'exploitation du potentiel de sa base installée élargie, de l'unification des efforts de R&D, de la réorganisation des opérations industrielles autour de trois sites – Bordeaux-Cestas (France), Tolland (États-Unis) et Shanghai (Chine) – et du lancement de nouvelles offres communes, Lectra entend maximiser l'impact de ces synergies pour accroître sa croissance et sa rentabilité.

Troisièmement, accélérer la transition des ventes de logiciels vers le mode SaaS.

En 2022, Lectra a généré plus de 20 millions d'euros de chiffre d'affaires d'abonnements logiciels.

Le Groupe entend poursuivre ses efforts pour renforcer la pénétration de ses offres logicielles vendues en mode SaaS sur le marché – et ainsi faciliter la stratégie de vente progressive – avec la multiplication des programmes commerciaux pour inciter les clients à adopter ou migrer vers ces offres, le renforcement des actions de prospection et l'accélération des investissements R&D afin d'enrichir les offres actuelles et en lancer progressivement de nouvelles qui compléteront le portefeuille de produits.

La transition vers le modèle SaaS présente de nombreux avantages pour Lectra et ses clients, mais implique également des transformations profondes en matière de proposition de valeur, de stratégie commerciale, de ressources et de processus.

Quatrièmement, accélérer la transformation du modèle d'engagement et de relation client du Groupe.

Depuis la mise en œuvre fin 2019 du déploiement progressif des équipes *customer success* dans le monde, la satisfaction client s'est accrue. De nouveaux rôles ont été créés dont celui de *customer success manager*. Son objectif : rendre les clients aussi performants que possible grâce à l'utilisation des solutions Lectra.

Avec le changement de dimension du Groupe et l'enrichissement de son portefeuille de produits, le modèle d'engagement et de relation client doit poursuivre son évolution. Le but est de renforcer les efforts dédiés à la prospection – en particulier pour les offres récemment lancées ou acquises couvrant des nouveaux processus métier chez les clients de Lectra –, d'accroître le niveau de satisfaction et la fidélité des clients et de maximiser le chiffre d'affaires récurrent pour chacun d'eux.

Le nombre de *customer success managers* va ainsi continuer d'augmenter dans les prochaines années afin d'accompagner un nombre croissant de clients utilisant un panel toujours plus large d'offres Lectra.

Par ailleurs, les missions de certaines équipes commerciales seront également ajustées afin de renforcer le temps dédié aux actions de prospection.

Cinquièmement, dans la continuité des deux précédentes feuilles de route, poursuivre les opérations de croissance externe. Lectra privilégie ainsi les sociétés – essentiellement des start-ups – ayant développé des briques technologiques ou mis sur le marché une offre qui pourraient compléter son portefeuille de produits.

En développant de nouvelles expertises au-delà de sa principale activité dans la mode, le Groupe accédera ainsi à de nouveaux leviers de croissance sur le long terme, lui permettant de vendre davantage de produits à ses clients.

Sixièmement, enfin, préparer Lectra pour la période 2026-2030 dans l'objectif d'atteindre plus rapidement et plus efficacement son ambition d'être un acteur incontournable de l'Industrie 4.0 dans ses trois marchés sectoriels stratégiques.

Une part importante des investissements R&D – qui représenteront en moyenne environ 10 % du

chiffre d'affaires de la période 2023-2025 – sera dédiée au développement de nouvelles solutions disponibles à partir de 2026.

Par ailleurs, afin de concentrer ses efforts sur les enjeux les plus porteurs d'avenir, le Groupe arrêtera progressivement certaines activités non-stratégiques, représentant environ 25 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2022 – moins de 5 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Enfin, le Conseil d'administration formalisera les prochaines étapes de l'évolution de la gouvernance du Groupe afin de lui permettre de mener à bien sa stratégie de long terme.

Ces six priorités stratégiques permettent au Groupe de structurer les actions à mener pour accomplir les ambitions de sa feuille de route stratégique.

Objectifs financiers

Lectra a pour ambition de réaliser en 2025 un chiffre d'affaires supérieur à 700 millions d'euros (dont 10 % de chiffre d'affaires SaaS), pour partie par croissance organique et pour partie par croissance externe, et une marge d'EBITDA courante supérieure à 20 %. Ces objectifs ont été établis sur la base des cours de change au 30 décembre 2022, notamment 1,07 \$ / 1 €.

La Société entend conserver sa politique de rémunération attractive des actionnaires par le versement de dividendes qui devraient, sur la période de la feuille de route, représenter un taux de distribution d'environ 40 % du résultat net, hors éléments exceptionnels.

Le cash-flow libre dégagé contribuera également au financement de la stratégie de développement interne et d'acquisitions ainsi qu'au remboursement de l'emprunt.

8.3 Perspectives 2023

Dans son rapport sur les comptes du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'année, dans lequel figurait le bilan de la feuille de route 2020-2022, le Groupe confirmait que les avancées réalisées au cours de cette période, ainsi que les acquisitions de 2021, en particulier celle de Gerber, lui avaient donné une nouvelle dimension avec des possibilités accrues de poursuivre sa croissance.

Si ce nouveau statut permet à Lectra d'envisager avec confiance son développement à moyen terme, l'année 2023 demeure imprévisible compte tenu d'un environnement macroéconomique et géopolitique dégradé. Celui-ci se traduit par de nombreuses incertitudes qui pourraient continuer de peser sur les décisions d'investissements des clients du Groupe. Cependant, la levée des restrictions sanitaires en Chine annoncée fin 2022, qui s'est notamment traduite par la réouverture du pays depuis le début de l'année, devrait avoir un impact favorable en 2023.

Dans un contexte difficile, le Groupe a investi en 2022 pour préparer l'exécution de sa feuille de route stratégique 2023-2025. En procédant à deux augmentations générales des salaires pendant l'année, il a également décidé de protéger ses collaborateurs contre les effets de l'inflation, ce qui a permis de renforcer leur attachement au Groupe et leur engagement.

Malgré la persistance d'un manque de visibilité pour 2023, Lectra, qui dispose d'un bilan particulièrement solide et d'un modèle économique qui a fait ses preuves, avec notamment une part récurrente de son chiffre d'affaires très importante, continuera à investir, afin de privilégier son développement à moyen terme.

En raison d'un carnet de commandes au 1^{er} janvier 2022 exceptionnellement important (supérieur de 4,3 millions d'euros à celui du 1^{er} janvier 2023) et du très fort montant de commandes enregistrées au mois de janvier 2022, avant le début de la guerre en Ukraine, le chiffre d'affaires du premier trimestre 2023 devrait être en légère diminution par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Conjugué à l'augmentation des frais généraux, ce recul devrait se traduire également par une baisse de l'EBITDA courant.

Plus généralement, les éléments conjoncturels qui ont affecté l'activité et les résultats de 2022 se sont traduits de façon hétérogène sur chacun des trimestres, rendant ainsi les comparaisons trimestrielles entre 2023 et 2022 moins pertinentes.

Impact des parités monétaires

Les scénarios 2023 ont été établis sur la base des cours de change au 30 décembre 2022, notamment 1,07 \$ / 1 € (1,05 \$ / 1 € en moyenne en 2022).

Cette appréciation de l'euro par rapport au dollar et à de nombreuses autres devises, si elle se maintenait ou s'accroissait, aurait un impact mécanique négatif sur les résultats. Ainsi, la conversion des résultats 2022 aux cours de change retenus pour 2023 se traduit par une diminution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant de 2022 de 8,3 millions d'euros et 3,9 millions d'euros respectivement, à 513,6 et 94,5 millions d'euros.

La sensibilité aux fluctuations de la parité € / \$ figure en note 10 de l'annexe au présent rapport.

Objectifs financiers 2023

Compte tenu des éléments ci-dessus, Lectra s'est fixé pour objectif de réaliser en 2023 un chiffre d'affaires compris entre 522 et 576 millions d'euros (+ 2 % à + 12 % à cours de change constants par rapport à 2022) et un EBITDA courant compris entre 90 et 113 millions d'euros (- 5 % à + 20 % à cours de change constants par rapport à 2022).

Le Conseil d'administration
Le 8 février 2023

COMPLÉMENT D'INFORMATION – QUATRIÈME TRIMESTRE 2022

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022/2021
	Réel	%	Proforma ⁽¹⁾	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Licences perpétuelles de logiciel	5 184	11%	4 392	8%	+18%
Équipements et leurs logiciels	36 944	76%	45 425	81%	-19%
Formation, conseil	5 821	12%	4 894	9%	+19%
Divers	764	1%	1 311	2%	-42%
Total	48 713	100%	56 022	100%	-13%
Parité moyenne € / \$	1,02		1,14		

Nouveaux abonnements logiciels	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022/2021
	Réel	%	Proforma ⁽¹⁾	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	3 387	na	2 012	na	+68%
Parité moyenne € / \$	1,02		1,14		

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique est donnée à titre indicatif. Les variations sur un seul trimestre ne permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires par région	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022/2021
	Réel	%	Proforma ⁽¹⁾	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Europe, dont :	41 348	32%	41 519	33%	0%
- France	7 883	6%	7 461	6%	+6%
Amériques	49 061	38%	45 349	36%	+8%
Asie - Pacifique	29 036	22%	30 955	25%	-6%
Autres pays	10 416	8%	7 733	6%	+35%
Total	129 861	100%	125 555	100%	+3%
Parité moyenne € / \$	1,02		1,14		

Chiffre d'affaires par activité	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022/2021
	Réel	%	Proforma ⁽¹⁾	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	48 868	38%	52 405	42%	-7%
- licences perpétuelles de logiciel	4 675	4%	4 604	4%	+2%
- équipements et leurs logiciels	39 068	30%	42 382	34%	-8%
- formation, conseil	4 360	3%	4 108	3%	+6%
- divers	764	1%	1 311	1%	-42%
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	80 993	62%	73 150	58%	+11%
- abonnements logiciels	6 077	5%	4 068	3%	+49%
- contrats de maintenance des logiciels	13 423	10%	13 085	10%	+3%
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	25 010	19%	22 292	18%	+12%
- consommables et pièces	36 483	28%	33 705	27%	+8%
Total	129 861	100%	125 555	100%	+3%
Parité moyenne € / \$	1,02		1,14		

(1) Réel et Proforma sont identiques sur la période.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre		
	2022	2021	Variation 2022/2021
	Réel	Proforma ⁽¹⁾	Cours de change réels
Chiffre d'affaires	129 861	125 555	+3%
Coût des ventes	(42 069)	(42 432)	-1%
Marge brute	87 792	83 123	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	67,6%	66,2%	+1,4 point
Frais de recherche et de développement	(12 677)	(11 148)	+14%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(59 394)	(57 200)	+4%
Résultat opérationnel courant	15 721	14 775	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	12,1%	11,8%	+0,3 point
Produits à caractère non récurrent	-	942	na
Charges à caractère non récurrent	(2 406)	(688)	ns
Résultat opérationnel	13 315	15 029	-11%
(en % du chiffre d'affaires)	10,3%	12,0%	-1,7 point
Résultat avant impôts	11 418	13 816	-17%
Impôt sur le résultat	(2 992)	(2 391)	+25%
Résultat net	8 425	11 425	-26%
dont Résultat net part du Groupe	8 663	11 515	-25%
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(238)	(90)	ns
Résultat opérationnel courant	15 721	14 775	+6%
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	7 752	6 992	+11%
EBITDA courant	23 473	21 766	+8%
(en % du chiffre d'affaires)	18,1%	17,3%	+0,8 point
Parité moyenne € / \$	1,02	1,14	

(1) Réel et Proforma sont identiques sur la période.

COMPLÉMENT D'INFORMATION – ANNÉE 2022

COMMANDES DE NOUVEAUX SYSTÈMES – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

1. Licences perpétuelles de logiciel, équipements et leurs logiciels et services non récurrents

	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022 /Proforma 2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Licences perpétuelles de logiciel	18 481	9%	16 810	8%	+10%
Equipements et leurs logiciels	161 095	80%	164 443	81%	-2%
Formation, conseil	17 963	9%	15 756	8%	+14%
Divers	4 919	2%	5 320	3%	-8%
Total	202 459	100%	202 329	100%	0%
Parité moyenne € / \$	1,05		1,18		

	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022 /Proforma 2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Europe	57 199	28%	59 307	29%	-4%
Amériques	61 545	30%	52 941	26%	+16%
Asie - Pacifique	64 225	32%	75 245	37%	-15%
Autres pays	19 490	10%	14 837	8%	+31%
Total	202 459	100%	202 329	100%	0%
Parité moyenne € / \$	1,05		1,18		

	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022 /Proforma 2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Mode	104 576	52%	106 899	53%	-2%
Automobile	59 727	30%	43 891	22%	+36%
Ameublement	19 662	10%	29 125	14%	-32%
Autres industries	18 494	9%	22 414	11%	-17%
Total	202 459	100%	202 329	100%	0%
Parité moyenne € / \$	1,05		1,18		

2. Nouveaux abonnements logiciels

	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022 /Proforma 2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Valeur annuelle des nouveaux abonnements logiciels	9 570	na	7 124	na	+34%
Parité moyenne € / \$	1,05		1,18		

ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

Chiffre d'affaires par région	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022 / Proforma 2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Europe, dont :	159 065	31%	150 797	32%	+5%
- France	27 185	5%	25 636	5%	+6%
Amériques	189 737	36%	159 419	34%	+19%
Asie - Pacifique	132 805	25%	127 978	27%	+4%
Autres pays	40 326	8%	29 791	7%	+35%
Total	521 934	100%	467 986	100%	+12%
Parité moyenne € / \$	1,05		1,18		

Chiffre d'affaires par activité	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2022		2021		Variation 2022 / Proforma 2021
	Réel	%	Proforma	%	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires des licences perpétuelles de logiciel, des équipements et leurs logiciels et des services non récurrents, dont :	208 845	40%	190 324	41%	+10%
- licences perpétuelles de logiciel	18 365	4%	16 987	4%	+8%
- équipements et leurs logiciels	170 220	33%	153 777	33%	+11%
- formation, conseil	15 341	3%	14 241	3%	+8%
- divers	4 919	1%	5 320	1%	-8%
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	313 089	60%	277 662	59%	+13%
- abonnements logiciels	20 967	4%	13 291	3%	+58%
- contrats de maintenance des logiciels	52 852	10%	50 418	11%	+5%
- contrats de maintenance des équipements et de leurs logiciels	94 620	18%	85 362	18%	+11%
- consommables et pièces	144 651	28%	128 591	27%	+12%
Total	521 934	100%	467 986	100%	+12%
Parité moyenne € / \$	1,05		1,18		

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À COURS DE CHANGE RÉELS

	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2022	2021	Variation 2022/2021	2021	Variation 2022 /Proforma 2021
	Réel	Réel	Cours de change réels	Proforma	Cours de change réels
(en milliers d'euros)					
Chiffre d'affaires	521 934	387 583	+35%	467 986	+12%
Coût des ventes	(174 251)	(125 008)	+39%	(162 070)	+8%
Marge brute	347 684	262 575	+32%	305 915	+14%
(en % du chiffre d'affaires)	66,6%	67,7%	-1,1 point	65,4%	+1,2 point
Frais de recherche et de développement	(45 810)	(33 981)	+35%	(41 976)	+9%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(233 389)	(184 212)	+27%	(218 396)	+7%
Résultat opérationnel courant	68 485	44 382	+54%	45 543	+50%
(en % du chiffre d'affaires)	13,1%	11,5%	+1,6 point	9,7%	+3,4 points
Produits à caractère non récurrent	-	942	na	942	na
Charges à caractère non récurrent	(4 024)	(7 068)	-43%	(7 069)	-43%
Résultat opérationnel	64 461	38 256	+68%	39 417	+64%
(en % du chiffre d'affaires)	12,4%	9,9%	+2,5 points	8,4%	+4,0 points
Résultat avant impôts	58 965	35 969	+64%	35 835	+65%
Impôt sur le résultat	(15 137)	(7 725)	+96%	(9 060)	+67%
Résultat net	43 828	28 244	+55%	26 776	+64%
dont Résultat net part du Groupe	44 386	28 255	+57%	27 165	+63%
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(558)	(11)	na	(389)	+43%
Résultat opérationnel courant	68 485	44 382	+54%	45 543	+50%
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	29 882	20 743	+44%	27 566	+8%
EBITDA courant	98 367	65 125	+51%	73 109	+35%
(en % du chiffre d'affaires)	18,8%	16,8%	+2,0 points	15,6%	+3,2 points
Parité moyenne € / \$	1,05	1,18		1,18	

Attestation de la société relative au rapport du quatrième trimestre et de l'exercice 2022

« Nous attestons, à notre connaissance, les comptes pour le quatrième trimestre et l'exercice écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du quatrième trimestre et de l'exercice 2022 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Paris, le 8 février 2023

Daniel Harari
Président-Directeur général

Olivier du Chesnay
Directeur financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Au 31 décembre

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Écarts d'acquisition	292 626	275 250
Autres immobilisations incorporelles	137 108	138 084
Droits d'utilisation locatifs	28 083	28 543
Immobilisations corporelles	27 900	28 060
Autres actifs non courants	18 443	24 638
Impôts différés actifs	12 212	9 047
Total actifs non courants	516 372	503 622
Stocks	75 479	59 650
Clients et comptes rattachés	88 185	82 948
Autres actifs courants	24 227	19 153
Trésorerie et équivalents de trésorerie	130 634	130 586
Total actifs courants	318 525	292 337
Total actifs	834 897	795 959

PASSIF

(en milliers d'euros)

	2022	2021
Capital social	37 789	37 743
Primes d'émission et de fusion	140 134	139 511
Actions détenues en propre	(1 037)	(271)
Écarts de conversion	30 346	12 132
Réserves et résultats consolidés	242 269	208 947
Participations ne donnant pas le contrôle	2 719	2 724
Total capitaux propres	452 220	400 786
Engagements de retraite	9 580	11 348
Obligations locatives à long terme	25 321	25 930
Engagements d'achat de titres minoritaires	10 450	9 500
Impôts différés passifs	1 278	-
Emprunts et dettes financières à long terme	97 492	118 284
Total passifs non courants	144 121	165 062
Fournisseurs et autres passifs courants	99 786	110 852
Produits constatés d'avance	88 755	77 822
Dettes d'impôt exigible	5 674	4 586
Obligations locatives à court terme	9 048	8 500
Engagements d'achat de titres minoritaires	-	2 464
Emprunts et dettes financières à court terme	21 784	21 102
Provisions	13 509	4 785
Total passifs courants	238 556	230 111
Total passifs et capitaux propres	834 897	795 959

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (en milliers d'euros)	2022 ⁽¹⁾	2021
Chiffre d'affaires	521 934	387 583
Coût des ventes	(174 251)	(125 008)
Marge brute	347 684	262 575
Frais de recherche et développement	(45 810)	(33 981)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(233 389)	(184 212)
Résultat opérationnel courant	68 485	44 382
Produits à caractère non récurrent	-	942
Charges à caractère non récurrent ⁽²⁾	(4 024)	(7 068)
Résultat opérationnel	64 461	38 256
Produits financiers	958	551
Charges financières	(4 611)	(2 064)
Résultat de change	(1 843)	(774)
Résultat avant impôts	58 965	35 969
Impôts sur le résultat	(15 137)	(7 725)
Résultat net	43 828	28 244
dont Résultat net part du Groupe	44 386	28 255
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	(558)	(11)
(en euros)		
Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	1,18	0,80
- dilué	1,16	0,78
Nombre d'actions utilisé pour les calculs ⁽³⁾ :		
- résultat de base	37 748 750	35 538 978
- résultat dilué	38 200 810	36 027 933
(en milliers d'euros)		
Résultat opérationnel courant	68 485	44 382
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	29 882	20 743
EBITDA courant	98 367	65 125

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE ⁽⁴⁾

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (en milliers d'euros)	2022 ⁽¹⁾	2021
Résultat net part du Groupe	44 386	28 255
Écarts de conversion	18 137	23 188
Effet d'impôts	78	237
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	18 215	23 425
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	1 826	912
Effet d'impôts	(455)	(248)
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	1 371	664
Total autres éléments du résultat global	19 586	24 089
Résultat global part du Groupe	63 971	52 344

- (1) Les montants 2022 intègrent Gerber Technology, Neteven et Gemini CAD Systems pour l'année entière (cf. note 3 ci-après).
- (2) Ces montants correspondent à des frais directement en lien l'acquisition de Gerber Technology et à la dépréciation des actifs nets du Groupe en Russie (cf. note 3 ci-après).
- (3) Les 5 millions d'actions Lectra émises le 1^{er} juin 2021 dans le cadre de l'acquisition de Gerber Technology ont été prises en compte au prorata temporis en 2021 dans la détermination du nombre d'actions à utiliser pour le calcul du résultat par action.
- (4) Le Groupe a jugé non significative l'information sur le résultat global des participations ne donnant pas le contrôle (des entités Retviews, Neteven, Gemini CAD Systems et Glengo Lectra Teknoloji - cf. note 3) et présente donc uniquement le résultat global part du Groupe.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (en milliers d'euros)	2022 ⁽¹⁾	2021
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	43 828	28 244
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	29 882	20 743
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (actifs courants)	4 345	840
Éléments non monétaires du résultat	2 841	748
(Plus-) ou moins-values sur cessions d'actifs	9	(32)
Variation des impôts différés	(2 194)	(100)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	78 711	50 442
Variation des stocks et en-cours	(15 251)	(12 992)
Variation des créances clients et comptes rattachés	4 681	35
Variation des autres actifs et passifs courants	(10 354)	22 941
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(20 924)	9 984
Variation des autres actifs non courants d'exploitation	0	(5 917)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	57 787	54 509
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(3 161)	(3 020)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 527)	(3 153)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1	63
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽²⁾	(5 023)	(180 980)
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽³⁾	(11 828)	(10 075)
Cessions d'immobilisations financières ⁽³⁾	12 200	9 820
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(12 338)	(187 345)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire de la société mère	669	2 855
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle	490	1 204
Versement de dividendes	(13 588)	(7 820)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽⁴⁾	(1 714)	(1 363)
Achats par la société de ses propres actions	(12 064)	(9 486)
Ventes par la société de ses propres actions	11 329	9 914
Remboursement des obligations locatives	(10 157)	(8 649)
Accroissement des dettes long terme et court terme	-	139 214
Remboursement des dettes long terme et court terme	(21 000)	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(46 035)	125 869
Variation de la trésorerie	(586)	(6 967)
Trésorerie à l'ouverture	130 586	134 626
Variation de la trésorerie	(586)	(6 967)
Incidence des variations de cours de change	634	2 927
Trésorerie à la clôture	130 634	130 586
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	57 787	54 509
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(12 338)	(187 345)
- Coût d'acquisition des sociétés achetées	5 023	180 980
- Remboursement des obligations locatives	(10 157)	(8 649)
Cash-flow libre	40 315	39 495
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(3 405)	(8 012)
Cash-flow libre courant	43 720	47 507
Impôts (payés) / remboursés, nets	(6 520)	(4 323)
Intérêts (payés) sur obligations locatives	(530)	(279)
Intérêts (payés)	(794)	(605)

(1) Les montants 2022 intègrent Gerber Technology, Neteven et Gemini CAD Systems pour l'année entière (cf. note 3).

(2) En 2022, ce montant correspond au prix payé lors du rapprochement avec Glengo Teknoloji, et en 2021, au coût d'acquisition, net de la trésorerie acquise, de Gerber Technology, Neteven et Gemini CAD Systems (cf. note 3 ci-après).

(3) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(4) Ces montants correspondent aux soldes versés pour les acquisitions successives de 10 % additionnels de la société Retviews, en janvier et juillet 2021, puis janvier et juillet 2022 (cf. note 3 ci-après).

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres	
	Nombre d'actions	Valeur nominale									
Capitaux propres au 31 décembre 2020	32 511 651	1,00	32 512	19 387	(343)	(11 293)	151 750	192 013	160	192 173	
Application de la décision IFRS IC relative à IAS 19							659	659	-	659	
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2021	32 511 651	1,00	32 512	19 387	(343)	(11 293)	152 409	192 672	160	192 832	
Résultat net							28 255	28 255	(11)	28 244	
Autres éléments du résultat global							23 425	664	24 089	0	24 089
Résultat global							23 425	28 919	52 344	(11)	52 333
Exercices d'options de souscription d'actions											2 855
Actions nouvelles émises pour l'acquisition de Gerber Technology ⁽¹⁾	231 308	1,00	231	2 624							2 855
Valorisation des options de souscription d'actions	5 000 000	1,00	5 000	117 500			42 750	165 250			165 250
Vente (achat) par la société de ses propres actions							1 119	1 119			1 119
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions						72		72			72
Achat de titres minoritaires sur la société Retviews ⁽²⁾								270			270
Intégration des sociétés Neteven et Gemini et engagements d'achat de titres minoritaires ⁽³⁾								799	799	(129)	670
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle								(9 500)	(9 500)	1 500	(8 000)
Dividendes										1 204	1 204
							(7 820)	(7 820)			(7 820)
Capitaux propres au 31 décembre 2021	37 742 959	1,00	37 743	139 511	(271)	12 132	208 947	398 062	2 724	400 786	
Résultat net							44 386	44 386	(558)	43 828	
Autres éléments du résultat global							18 215	1 371	19 586	11	19 597
Résultat global							18 215	45 757	63 971	(547)	63 424
Exercices d'options de souscription d'actions											669
Valorisation des options de souscription d'actions	45 990	1,00	46	623				669			669
Vente (achat) par la société de ses propres actions							1 340	1 340			1 340
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions						(766)		(766)			(766)
Achat de titres minoritaires sur la société Retviews ⁽²⁾								18			18
Réévaluation des participations ne donnant pas le contrôle de Gemini								837	837	(87)	750
Rapprochement avec Glengo et engagement d'achat de titres minoritaires ⁽⁴⁾										47	47
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁴⁾								(1 941)	(1 941)	92	(1 850)
Actualisation des engagements de rachat des minoritaires										490	490
Dividendes								900	900		900
							(13 588)	(13 588)			(13 588)
Capitaux propres au 31 décembre 2022	37 788 949	1,00	37 789	140 134	(1 037)	30 346	242 269	449 501	2 719	452 220	

(1) Ce montant correspond aux actions émises pour le rachat de Gerber Technology le 1^{er} juin 2021 (cf. note 3).

(2) Ces montants font suite à l'achat de titres additionnels de la société Retviews en juillet 2021 puis en juillet 2022 (cf. note 3).

(3) Ces montants font suite à la prise de contrôle sur les sociétés Neteven et Gemini CAD Systems en 2021. La note 3 ci-après détaille les impacts de ces opérations sur les états financiers du Groupe.

(4) Ces montants font suite au rapprochement opéré entre la filiale du Groupe Lectra Turquie et Glengo Teknoloji, le 1^{er} juin 2022 (cf. note 3 ci-après).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2022

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Entreprise française de haute technologie, Lectra a tissé dans plus de 100 pays des relations privilégiées et de long terme avec ses clients, qui ont en commun la recherche de l'excellence opérationnelle et l'utilisation de matières souples – tissus et cuir, mais aussi textiles techniques et matériaux composites – dans la fabrication de leurs produits (vêtements, sièges et intérieurs de voiture, airbags, meubles rembourrés...).

Pour accroître la compétitivité de ses clients, Lectra façonne des technologies premium spécifiques à leurs marchés – principalement la mode, l'automobile et l'ameublement. Ses solutions, qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique, données et services associés, permettent notamment d'automatiser et d'optimiser la création, le développement des produits et leur production, et de digitaliser les processus.

L'offre de Lectra accompagne ses clients dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques. S'y ajoutent désormais des enjeux propres à l'entrée dans l'Industrie 4.0, tels que sécuriser les échanges digitaux d'informations tout au long d'une chaîne d'approvisionnement étendue, et rendre l'usine plus agile.

Fondée en 1973, Lectra est depuis 1987 cotée sur Euronext Paris.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et sur un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des licences de logiciels, des équipements et des services non récurrents et le chiffre d'affaires récurrent ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel important.

Implantation mondiale

Lectra, dont le siège est en France, s'est doté depuis le milieu des années 1980 d'une implantation d'envergure mondiale.

Suite à l'acquisition de Gerber Technology (« Gerber ») en juin 2021, de Neteven en juillet 2021 et de Gemini CAD Systems (« Gemini ») en septembre 2021, le Groupe dispose d'un réseau de 61 filiales, unique au regard de ses concurrents, et réalise en direct près de 85 % de son chiffre d'affaires.

Lectra reçoit des clients du monde entier dans ses *International Advanced Technology & Conference Centers* à Bordeaux-Cestas (France), à Atlanta et New York (États-Unis) et à Shanghai (Chine). Le Groupe dispose de douze Centres d'expertises internationaux, basés à Bordeaux-Cestas (France), Atlanta et Tolland (États-Unis), Blumenau (Brésil), Hô Chi Minh (Vietnam), Istanbul (Turquie), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Osaka (Japon), Porto (Portugal), Séoul (Corée du Sud) et Shanghai (Chine).

Clients

Les clients de Lectra sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Il s'agit, pour l'essentiel, de marques, fabricants et distributeurs de mode et d'habillement, d'équipementiers et sous-traitants automobiles, de marques et fabricants de meubles.

Produits et services

Lectra conçoit, fabrique et commercialise des solutions technologiques qui combinent logiciels, équipements de découpe automatique, données et services associés, avec pour particularité d'incorporer l'expertise métier et les meilleures pratiques industrielles de chaque segment de marché. Les services comprennent la maintenance technique, le support, la formation et le conseil. Le Groupe commercialise également des consommables et pièces pour ses équipements.

Les équipements de découpe automatique développés par le Groupe en France, sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau de sous-traitants, et testés sur son site industriel de Bordeaux-Cestas. Les découpeurs mis sur le marché depuis 2007 comportent des centaines de capteurs les connectant aux Centres d'expertises de Lectra afin de permettre la maintenance préventive et prédictive.

La fabrication des équipements de découpe automatique développés par Gerber est pour partie réalisée aux États-Unis et pour partie sous-traitée, essentiellement à une société en Chine.

Collaborateurs

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 2 500 collaborateurs dans le monde. Cette présence internationale permet à l'entreprise d'offrir à tous ses clients une forte proximité géographique.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2022 ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés annuels 2021. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration qui les a arrêtés lors de sa réunion du 8 février 2023. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis à l'issue du Conseil d'administration du 23 février 2023, qui arrêtera l'annexe aux comptes consolidés. Les comptes du quatrième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe n'est pas impacté par les modifications de normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Le Groupe n'a pas non plus appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés concernent la détermination de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et immobilisations, ainsi que l'évaluation des impôts différés actifs.

Chiffre d'affaires

Les contrats conclus avec les clients incluent des prestations multiples telles que : équipements et leurs logiciels embarqués, licences perpétuelles de logiciel, consommables et pièces, formation et conseil, installation, maintenance et services d'assistance en ligne des équipements et logiciels, services d'évolution des logiciels vendus.

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat. Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de découpe automatique (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante essentielle de ces équipements : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus. En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), sous forme de licence perpétuelle, habituellement installés sur les ordinateurs des clients, régulièrement vendus séparément des équipements, constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours, simple à mettre en œuvre et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- les prestations de conseil portent en général sur l'optimisation des processus de création et de production des clients et sont couramment vendues séparément aux clients ;
- concernant la maintenance des logiciels et équipements, il s'agit majoritairement de contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels non encore développées. Les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution. Les machines sont le plus souvent vendues accompagnées d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

Le Groupe détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire du Groupe, reflétant les coûts attendus, plus une marge appropriée.

Le chiffre d'affaires lié à la vente des équipements (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique de l'équipement telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles.

Les logiciels commercialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement (conférant au client un droit d'accès aux licences desdits logiciels) est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client.

Le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes.

Le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées.

Le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles assemblés par le Groupe en France et aux États-Unis ne constituent que des *inputs* utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis, et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt innovation applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de recherche et développement, sont présentés en déduction des dépenses de recherche et de développement.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Indicateurs de performance

Le Groupe utilise les indicateurs de performance comme le résultat opérationnel, l'EBITDA courant, le cash-flow libre, et le ratio de sécurité tels que définis ci-dessous, considérant que ces agrégats sont pertinents dans le pilotage du Groupe et la mesure de la mise en œuvre de sa stratégie.

Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le Groupe suit un solde intermédiaire dans ses états financiers appelé « Résultat opérationnel » qui est défini par l'ensemble des produits et charges ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Lorsque le Groupe identifie des produits ou charges à caractère non récurrent, il utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « Résultat opérationnel courant ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel diminué des produits à caractère non récurrent et augmenté des charges à caractère non récurrent, tels que définis par la recommandation 2009-R.03 du CNC.

Ainsi, les produits et charges à caractère non récurrent qui sont présentés, le cas échéant, sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé, sont la traduction comptable d'événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, en nombre très limité et de montant significatif.

EBITDA courant

Le Groupe définit son EBITDA courant (*Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization*) comme étant la somme du résultat opérationnel courant et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations d'actifs immobilisés.

Cet indicateur permet au Groupe de suivre sa performance opérationnelle directement liée à l'activité, hors effet des investissements immobilisés.

Cash-flow libre et cash-flow libre courant

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise et des remboursements des obligations locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Dans le cash-flow libre, le Groupe isole les encaissements et décaissements à caractère non récurrent, correspondant aux produits et charges de même nature au sein du résultat opérationnel. Retraité de ces éléments présentés sur une ligne spécifique, le Groupe identifie ainsi le cash-flow libre courant.

Le Groupe considère que cette définition du cash-flow libre représente l'indicateur de performance de sa gestion de trésorerie.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent.

Ce ratio permet au Groupe de mesurer la couverture de ses frais fixes par un chiffre d'affaires provenant d'activités qui ne dépendent pas des décisions d'investissements de ses clients d'une année sur l'autre.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs reportés correspondent aux grandes régions commerciales. Il s'agit des régions : Amériques ; Europe du Nord, de l'Est, Moyen-Orient et Afrique du Sud ; Europe du Sud et Afrique du Nord ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, *business development*, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans une colonne « Siège », permettant la réconciliation aux montants figurant dans les états financiers du Groupe.

La mesure de performance se fait sur l'EBITDA courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son EBITDA courant, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2022, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 57 sociétés consolidées par intégration globale, dont 24 provenant de l'acquisition de Gerber.

Arrêt des opérations en Russie

Dès le début du conflit, le Groupe a décidé d'arrêter ses opérations en Russie en cessant l'activité de sa filiale Lectra Russie et en stoppant toute livraison de produit ou de service.

Le Groupe a déprécié ses actifs nets en Russie, pour un montant d'environ 0,9 million d'euros ; la filiale Lectra Russie reste consolidée par intégration globale dans le périmètre du Groupe.

Reprise des activités de Glengo Teknoloji

Le 1^{er} juin 2022, Lectra a opéré un rapprochement entre sa filiale Lectra Turquie et Glengo Teknoloji (« Glengo »), distributeur exclusif des solutions Gerber en Turquie. La transaction a consisté en l'acquisition par Lectra Turquie des actifs de Glengo (avec reprise de l'essentiel des salariés), pour 5,0 millions d'euros, et l'acquisition par les actionnaires de Glengo de 25 % des actions de Lectra Turquie, qui est devenue Glengo Lectra Teknoloji. La transaction prévoit un engagement de rachat des titres minoritaires (au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*) à moyen terme.

La comptabilité d'acquisition est en cours de finalisation et les principaux impacts à date sur les états financiers du Groupe sont les suivants :

- comptabilisation de relations commerciales pour un montant de 2,4 millions d'euros ;
- acquisition de stocks pour un montant de 1,6 million d'euros ;
- acquisition d'immobilisations corporelles (véhicules essentiellement) pour un montant de 0,5 million d'euros ;

- comptabilisation d'un écart d'acquisition pour un montant de 0,1 million d'euros ;
- comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, évaluées à leur quote-part dans l'actif net (en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe) pour un montant de 0,1 million d'euros ;
- comptabilisation d'une dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires, évaluée à la juste valeur, en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe, pour un montant de 1,9 million d'euros, à échéance à plus d'un an.

Le coût du rachat par Lectra est intégralement présenté sur la ligne « Coût d'acquisition des sociétés achetées » du tableau des flux de trésorerie, pour un montant de 5,0 millions d'euros.

Une première augmentation de capital de la filiale, souscrite intégralement par les anciens actionnaires de Glengo (actionnaires minoritaires), a été réalisée en juin 2022 pour 11 millions d'euros, figurant sur la ligne afférente du tableau des flux de trésorerie.

Une augmentation de capital additionnelle de 1,9 million d'euros a été réalisée en juillet 2022, dont 25 % ont été souscrits par les anciens actionnaires de Glengo (figurant sur la ligne afférente du tableau des flux de trésorerie), Lectra ayant souscrit les 75 % restants.

Acquisition de Gemini

En septembre 2021, le Groupe avait acquis 60 % du capital et des droits de vote de la société roumaine Gemini, pour un montant de 7,6 millions d'euros. L'acquisition du solde aura lieu en deux temps en septembre 2024 et septembre 2026 (engagement de rachat des titres minoritaires – au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*), et portera le total du prix d'acquisition à un montant compris entre 13 et 20 millions d'euros.

La comptabilité d'acquisition a été finalisée. La dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élève à 6,4 millions d'euros, évaluée à la juste valeur, à échéance long terme.

Gemini est consolidée par intégration globale depuis le 27 septembre 2021.

Acquisition de Neteven

En juillet 2021, le Groupe avait acquis 80 % du capital et des droits de vote de la société française Neteven, pour un montant de 12,6 millions d'euros. L'acquisition du solde (engagement de rachat des titres minoritaires – au moyen d'options croisées de *puts* et de *calls*) aura lieu en juin 2025 pour un montant compris entre 0,6 et 0,9 fois le chiffre d'affaires récurrent 2024.

La comptabilité d'acquisition a été finalisée. La dette correspondant à l'engagement de rachat des titres minoritaires s'élève à 2,3 millions d'euros, évaluée à la juste valeur, à échéance long terme.

Neteven est consolidée par intégration globale depuis le 28 juillet 2021.

Acquisition de Gerber

Le 1^{er} juin 2021, Lectra avait finalisé l'acquisition de l'intégralité des actions de Gerber pour un montant de 173,9 millions d'euros (après finalisation de la détermination du prix de la transaction) – financés par un emprunt de 140 millions d'euros et par la trésorerie du Groupe – auxquels s'ajoutaient cinq millions de nouvelles actions Lectra émises au bénéfice de AIPCF VI LG Funding LP, actionnaire unique de Gerber.

Ce rapprochement stratégique donne naissance à un acteur mondial de premier plan de l'Industrie 4.0 pour les marchés de la mode, de l'automobile et de l'ameublement.

Regroupement d'entreprises – méthode de l'acquisition

La comptabilité d'acquisition (réalisée selon les principes d'IFRS 3) et l'évaluation de ses incidences fiscales ont été finalisées. Certains montants, essentiellement liés à des risques fiscaux, ont été révisés, avec pour conséquence une augmentation de 6,4 millions d'euros de l'écart d'acquisition reconnu. Les tableaux suivants détaillent ces révisions.

ACTIFS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants initiaux	Révision	Montants finaux
Immobilisations incorporelles	125 237	-	125 237
Droits d'utilisation locatifs	15 942	-	15 942
Immobilisations corporelles	4 045	-	4 045
Autres actifs non courants	2 133	-	2 133
Impôts différés	1 133	(24)	1 109
Total actifs non courants	148 490	(24)	148 466
Stocks	17 267	(94)	17 173
Clients et comptes rattachés	29 572	-	29 572
Autres actifs courants	3 384	-	3 384
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 030	-	15 030
Total actifs courants	65 252	(94)	65 158
Total actifs acquis	213 742	(118)	213 624

PASSIFS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants initiaux	Révision	Montants finaux
Engagements de retraite	891	-	891
Obligations locatives à long terme	18 015	-	18 015
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	18 906	-	18 906
Fournisseurs et autres passifs courants	35 037	-	35 037
Produits constatés d'avance	12 251	-	12 251
Dette d'impôt exigible	959	-	959
Obligations locatives à court terme	3 642	-	3 642
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	3 538	6 260	9 798
Total passifs courants	55 427	6 260	61 687
Total passifs assumés	74 333	6 260	80 593
Net des actifs et des passifs repris	139 409	(6 378)	133 031

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montant initial	Révision	Montant final
Montant net des actifs acquis et des passifs assumés	139 409	(6 378)	133 031
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-
Prix d'acquisition (après ajustement de prix)	339 164	-	339 164
Écart d'acquisition	199 755	6 378	206 133

Information proforma

Si l'acquisition par Lectra avait été réalisée le 1^{er} janvier 2021, le chiffre d'affaires, l'EBITDA courant et le résultat net proforma de Gerber au cours de l'exercice 2021 auraient atteint respectivement 217,3 millions de dollars (environ 183,8 millions d'euros), 25,6 millions de dollars (environ 21,7 millions d'euros) et 2,9 millions de dollars (environ 2,4 millions d'euros).

Acquisition de Retviews

En juillet 2019, le Groupe avait acquis la société belge Retviews SA et sa filiale roumaine Retviews Bucharest SRL. L'acquisition portait à cette date sur 70 % du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 8,0 millions d'euros.

Comme initialement prévu, Lectra avait acquis en juillet 2020 10 % additionnels du capital et des droits de vote de Retviews, pour un montant de 1,0 million d'euros : 0,9 million d'euros versés en juillet 2020 et le solde en janvier 2021. De même, en juillet 2021, Lectra avait de nouveau acquis 10 % additionnels, pour un montant de 1,5 million d'euros (1,2 million d'euros versés en juillet 2021 et le solde en janvier 2022). Enfin, en juillet 2022, Lectra a acquis les 10 % restants du capital et des droits de vote, pour un montant de 1,4 million d'euros.

Conformément à IAS 7, les paiements figurent dans le tableau des flux de trésorerie, au niveau des flux liés aux opérations de financement, sur la ligne « Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ».

La réévaluation du montant versé pour le rachat des 10 % restants en juillet 2022 par rapport à la dette figurant jusqu'alors dans l'état de la situation financière (engagement de rachat des titres minoritaires) a été comptabilisée en contrepartie des capitaux propres – part du Groupe.

Retviews et sa filiale roumaine sont consolidées par intégration globale depuis le 15 juillet 2019.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des exercices 2022 et 2021.

Entités non consolidées

Trois filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 décembre 2022, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à 1,0 million d'euros, la valeur totale de leur actif à 2,2 millions d'euros et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 décembre 2022.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	94 425	104 995	189 737	132 777	-	521 934
EBITDA courant	10 528	18 788	8 384	10 834	49 833	98 367

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2021 (en milliers d'euros)	Europe du Nord ⁽¹⁾	Europe du Sud ⁽²⁾	Amériques	Asie- Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	63 619	89 417	129 763	104 785	-	387 583
EBITDA courant	9 818	19 009	21 362	12 042	2 894	65 125

(1) Ce secteur couvre les régions suivantes : Allemagne et Europe de l'Est, Royaume-Uni, Benelux, Scandinavie, pays baltes, Turquie, Moyen-Orient et Afrique du Sud.

(2) Ce secteur couvre les régions suivantes : France, Italie, Espagne, Portugal, Afrique du Nord.

Les montants 2022 incluent les impacts de Gerber (acquisition le 1^{er} juin 2021), ainsi que de Neteven (acquisition le 28 juillet 2021) et Gemini (acquisition le 27 septembre 2021).

La colonne « Siège » permet la réconciliation des montants aux états financiers consolidés du Groupe.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre courant	43 720	-	43 720
Éléments non récurrents du cash-flow libre	(3 405)	-	(3 405)
Augmentations de capital en numéraire ⁽¹⁾	669	-	669
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	490	-	490
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽³⁾	(735)	-	(735)
Coût d'acquisition des sociétés achetées ⁽²⁾	(5 023)	-	(5 023)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽⁴⁾	(1 714)	-	(1 714)
Versement de dividendes	(13 588)	-	(13 588)
Variation de l'endettement	(21 000)	21 000	-
Coût amorti de l'endettement	-	(890)	(890)
Effet de la variation des devises	634	-	634
Variation de la période	48	20 110	20 158
Situation au 31 décembre 2021	130 586	(139 386)	(8 800)
Situation au 31 décembre 2022	130 634	(119 276)	11 358
Variation de la période	48	20 110	20 158

(1) Résultat exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions.

(2) Montants relatifs au rapprochement avec Glengo en juin 2022 (cf. note 3).

(3) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas jusqu'à septembre 2022 puis Natixis Oddo BHF depuis (cf. note 7).

(4) Paiements relatifs aux acquisitions successives de 10 % de la société Retviews (cf. note 3).

Le cash-flow libre courant au 31 décembre 2022 s'élève à 43,7 millions d'euros. Il faut en outre y ajouter des décaissements à caractère non récurrent de 3,4 millions d'euros, en lien avec l'acquisition de Gerber en 2021 et la situation en Ukraine et en Russie. Retraité de ces éléments, le cash-flow libre s'élève à 40,3 millions d'euros.

Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de 78,7 millions d'euros, d'investissements de 7,3 millions d'euros, et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de 20,9 millions d'euros (le crédit d'impôt recherche de l'exercice 2022 a été intégralement imputé sur l'impôt à payer de Lectra SA – cf. note 6 ci-après). Enfin, il convient également de prendre en compte le remboursement des obligations locatives (au sens de la norme IFRS 16) de 10,2 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- + 15,3 millions d'euros proviennent de l'augmentation des stocks, liée à une plus grande anticipation des approvisionnements pour faire face aux tensions et aux pénuries mondiales sur les matières premières, ainsi qu'à la reprise en direct par les filiales du Groupe de l'activité de certains anciens distributeurs de Gerber ;
- + 7,0 millions d'euros proviennent du décaissement de la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2021, majoritairement payée en 2022, net de la provision comptabilisée au cours de l'exercice 2022 et qui sera payée en 2023 ;
- - 4,7 millions d'euros proviennent de la diminution des créances clients (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + 2,5 millions d'euros proviennent de la diminution des acomptes reçus sur commandes ;
- + 1,3 million d'euros provient de la diminution des dettes fournisseurs ;
- - 0,5 million d'euros provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2022 est négatif de 6,3 millions d'euros. Il comprend la part courante (8,7 millions d'euros) de la créance de 22,5 millions d'euros sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt innovation non encaissés et non imputés sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE ET CRÉDIT D'IMPÔT INNOVATION

Le crédit d'impôt recherche de Lectra comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la Société au cours de la quatrième année. Pour Neteven, les crédits d'impôt recherche font l'objet d'une créance remboursée à la société au cours de l'année suivante.

Le Groupe présente séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an, et actualisée) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (6,9 millions d'euros) de l'exercice 2022 a été comptabilisé mais non encaissé.

Ainsi, au 31 décembre 2022, le Groupe détient une créance de 22,5 millions d'euros sur le Trésor public français (dont 13,8 millions d'euros classés parmi les autres actifs non courants), composée :

- du seul solde du crédit d'impôt recherche de Lectra, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2022 (0 euro puisque la créance de crédit d'impôt recherche a été imputé intégralement sur l'impôt sur les sociétés de cette année), 2021 (6,0 millions d'euros), 2020 (7,8 millions d'euros), 2019 (3,4 millions d'euros) et 2018 (5,0 millions d'euros) ;
- du solde du crédit d'impôt recherche de Neteven (0,3 million d'euros)

En outre, les montants précédents à échéance à plus d'un an ont été actualisés d'un montant de 1,1 million d'euros.

Le Groupe a par ailleurs comptabilisé une provision pour risque de 2,0 millions d'euros relative à une proposition de rectification par l'administration fiscale des crédits d'impôt recherche 2018 et 2019.

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société Lectra SA n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Lectra devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit, 2023 (crédits d'impôt 2018 et 2019), 2024 (crédit d'impôt 2020) et 2025 (crédit d'impôt 2021). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt de l'année, la Société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2022, la Société a acheté 334 278 actions et en a vendu 311 404 aux cours moyens respectifs de 36,09 € et de 36,38 € dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas jusqu'en septembre 2022, et Natixis Oddo BHF depuis.

Au 31 décembre 2022, elle détenait 29 909 de ses propres actions (soit 0,08 % du capital social) à un prix de revient moyen de 34,67 €, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

8. TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Trésorerie disponible	118 634	96 698
Équivalents de trésorerie	12 000	33 888
Emprunts et dettes financières	(119 276)	(139 386)
Trésorerie nette / (endettement net)	11 358	(8 800)

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières.

Jusqu'au 31 mai 2021, le Groupe n'avait pas d'emprunt ni de dette financière. Il a ensuite souscrit le 1^{er} juin 2021 un emprunt de 140 millions d'euros auprès de trois banques. Cet emprunt, à échéance cinq ans, est remboursable par quatre tranches annuelles de 15 % et 40 % *in fine*. Il porte intérêt au taux Euribor 3 ou 6 mois (avec un plancher à 0 %) auquel s'ajoute une marge dépendant d'un ratio de levier, et fixée à 85 points de base pour la première année et à 75 points de base pour la deuxième année.

Une première tranche de 21,0 millions d'euros a été remboursée le 1^{er} juin 2022.

Les frais relatifs à la mise en place de l'emprunt ont été déduits du montant initialement reconnu au bilan et seront amortis sur la durée du prêt (coût amorti selon IFRS 9). Cet emprunt n'a fait l'objet d'aucune couverture de flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2022, l'échéancier de l'emprunt se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	31 décembre 2021
Court terme – à moins d'un an	21 784	21 102
Long terme – à plus d'un an, et moins de cinq ans	97 492	118 284
Total	119 276	139 386

9. RISQUE DE CHANGE

Au cours de l'exercice 2022, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de 1,05 \$ / 1 €.

Instrument financiers de couverture du risque de change

Pour les entités historiques de Lectra, la politique de couverture du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2021. Depuis juillet 2022, la Société couvre également les positions bilancielle réciproques entre les entités historiques de Gerber.

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 décembre 2022 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de 8,2 millions d'euros, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La Société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

Par ailleurs, la Société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour 2023.

10. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 30 décembre 2022 des devises concernées, notamment 1,07 \$ / 1 €. La sensibilité aux variations des cours des devises prend en compte les acquisitions réalisées.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisés en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1,02 \$ / 1 €) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2023 d'environ 12,3 millions d'euros et de l'EBITDA courant annuel de 5,4 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1,12 \$ / 1 €) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant annuels des mêmes montants.